

Unité départementale de l'Eure  
12 rue de Melleville  
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le  
31/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ALTERNAE**

Rue Saint-Adrien  
27150 Saussay-la-Campagne

Références :  
Code AIOT : 0005801736

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2022 dans l'établissement ALTERNAE implanté rue Saint Adrien RD 316 27150 Saussay-la-Campagne. L'inspection a été annoncée le 01/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

visite d'inspection de plus de 3 ans

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALTERNAE
- rue Saint Adrien RD 316 27150 Saussay-la-Campagne
- Code AIOT : 0005801736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Saussay la Campagne est un silo à autorisation classé comme SETI (Silo à enjeux très importants).

Le site est un silo Alternae qui bénéficie de l'aide de la coopérative NATUP notamment pour toute la partie HSE

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative du site,
- Inspection du réalisée par sondage sur l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 février 2009.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Depuis la dernière inspection ,les installations n'ont pas été modifiées de même que la situation administrative.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Implantation et aménagement général	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.2.2	/	Sans objet
8	prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.3.5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.1.2	/	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.1.3	/	Sans objet
3	prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 04/02/2009, article 2.1.5	/	Sans objet
5	prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/02/2009, article 2.3.2	/	Sans objet
6	prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/02/2009, article 2.3.3	/	Sans objet
7	prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/02/2009, article 2.3.4	/	Sans objet
9	prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/02/2009, article 2.3.6	/	Sans objet
10	mesures de protection	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 2.4.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de formaliser une procédure de contrôle métrologique des instruments de mesure.

Des personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance peuvent avoir accès aux installations.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 21.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formations aux risques spécifique silos
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> Il a été présenté à l'inspection le plan de formation du silo de Saussay qui fait mention de la formation aux risques spécifiques des silos de stockage pour les deux magasiniers dont le contenu est : - Le triangle du feu et l'explosion; - les risques incendie et d'explosion liés au travail des grains; Les moyen de prévention et d'explosion.  cette formation à été animé par le chef de silo et le Responsable d'exploitation chez ALTERNAE le 20/09/2022.
<b>Observations :</b> Concernant la période de moisson, où des saisonniers sont présents, il y a deux demi-journées de formation sur les spécificités des silos ( en plus du livret d'accueil et consignes de sécurité aux nouveaux arrivants) ce personnel n'a pas pour objectif de manipuler les éléments de manutention mais d'aider à la logistique de déchargement des tracteurs.  De plus, un rappel est effectué en même temps pour le personnel permanent durant l'année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité et procédures d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux, de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave et d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Protection contre la foudre : Le site est équipé d'un dispositif de protection contre la foudre.</p> <p>Le dernier rapport de vérification complète a eu lieu le 25/01/2022 (DEKRA) et faisait mention de l'absence du carnet de bord et du dossier d'ouvrage exécuté pour la partie documentaire et d'un problème serrage de fixation et l'absence de fixation sur le conducteur de descente côté cour.</p> <p>La réparation physique de la descente à été faite le 13/12/2022 par le service maintenance( l'intervention est enregistrée). Le personnel du silo vérifie de manière mensuelle les compteurs de foudre et l'inscrit dans un registre. Le compteur est nul (vérification sur site).</p> <p>Rapport de vérification électrique : La vérification périodique Q18 est daté au 08/12/2022. Un électricien du service maintenance est intervenu le 13/12/2022 afin de mettre en place des actions correctives des non conformités relevées lors de la vérification périodique Q18.</p> <p>Eaux pluviales : Le déshuileur/débourbeur a fait l'objet d'une intervention technique d'entretien le 16/12/2022 par le prestataire Viam Technologie Environnementale.</p>
<b>Observations :</b> L'ARF et l'ETF datant du 12/10/2011et au vu de l'ancienneté du dispositif de protection, il n'avait plus forcément les justificatifs et qu'une réflexion est en cours afin de se mettre en conformité sur ces points.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : prevention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2009, article 2.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux. Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention. Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat. Le permis rappelle notamment: Les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu, La durée de validité, La nature des dangers, Le type de matériel pouvant être utilisé, Les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.), Les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte. En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les permis de feu sont réalisés tant pour des opérations internes que externes. Le chef silo connaît bien l'organisation à mettre en place tant sur le terrain que d'un point de vue documentaire, les rondes post-travaux sont notées et il a indiqué à l'inspection qu'il faisait bien arrêter les travaux 2h avant.</p> <p>Le chef silo a également indiqué que toutes les opérations nécessitant un permis de feu sont réalisées prioritairement au niveau de la cour et non au niveau du silo. Les derniers permis de feu vérifiés (2022) sont corrects.</p>
<p><b>Observations :</b> Les interventions de prestataires de service extérieur au site sont tracés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un plan de prévention annuel;</li> <li>- Des fiches d'intervention;</li> <li>- Un permis feu en cas d'intervention par points chaud.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Implantation et aménagement général

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.). Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.
<b>Constats :</b> Le site est à proximité de UCDV la coopérative de déshydratation UCDV voisine sans séparation physique ou indication (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer...) de ce fait, des personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance peuvent avoir accès aux installations.
<b>Observations :</b> l'exploitant doit pouvoir justifier de la prise en compte cette non-conformité et des actions correctrices mise en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : prévention des risques d'explosion et d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2009, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, appareils de manutention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes  L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ces programmes sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident. L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes métalliques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
<b>Constats :</b> Le suivi des sécurités des appareils de manutention (déport de bande, contrôleurs de rotation...) est effectué selon les périodes suivantes : - toutes les semaines : état général, sans test (enregistré sur informatique) par le personnel du silo - tous les mois : organes de sécurité (ex : déport de bandes) et vérification que le contrôleur de rotation fonctionne (pas de test), enregistré en informatique - de manière annuelle par un organisme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : prévention des risques d'explosion et d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2009, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, nettoyage des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de poussières. Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Des repères peints au sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations. En période de collecte, l'exploitant doit journallement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir les fréquences de nettoyage. Le nettoyage est réalisé à l'aide de systèmes d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation du balai ou de l'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
<b>Constats :</b> Il a été consulté le registre de nettoyage des installations. Le nettoyage est régulièrement réalisé, à l'aspirateur. Lors de la visite terrain, l'état d'empoussièrement du silo est jugé résiduel. Les personnels permanent (animateur HSE, le chef de silo et les magasiniers ) regardent régulièrement ce point et, en cas de besoin, il est fait appel à une société spécialisée pour réaliser un nettoyage des palplanches et autres parties non accessibles par le personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : prévention des risques d'explosion et d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2009, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'aspiration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement et s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. Afin de lutter contre les risques d'explosion du système d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises par l'exploitant : toutes les parties métalliques sont reliées à la terre, toutes les parties isolantes (flexibles, ...) sont suffisamment conductrices afin de supprimer les risques de décharges électrostatiques, les installations sont équipées de capteurs pour mesurer la dépression des filtres d'aspiration des poussières avec asservissement à un klaxon local et à un arrêt du ventilateur en cas de défaillance, une mesure des débits d'air est réalisée à la mise en service de l'installation et lors de toute modification du réseau d'aspiration afin de contrôler le maintien de l'efficacité du système de dépoussiérage, les filtres sont équipés en amont d'un détecteur d'étincelles.  Le système d'aspiration est correctement dimensionné en débit et en points d'aspirations (nombre et localisation).
<b>Constats :</b> La société Profiltre a réalisé un audit de l'installation de dépoussiérage le 02/11/2022. Le rapport daté au 14/11/2022 indique que les Dépoussiéreur STOLZ1 nettoyeur (à l'arrêt , poche remplacée) et STOLZ2 manutention sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : prévention des risques d'explosion et d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.3.5						
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'autoéchauffement						
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet						
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit s'assurer que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité, température...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.  Les cellules de stockage du silo sont équipées d'une silothermométrie fixe comme suit :</p>						
Type						thermométrie
Nombre			de			sondes
Report			d'alarme			
Silo			métallique			vertical
Sondes			thermométriques			fixes
14						cellules
1		sonde		par		cellule
Oui,	sur	tableau	de	commande	du	silo
<p>Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes (étalonnages, maintenance préventive, etc...).</p> <p>Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.</p>						
<b>Constats :</b>						
Les cellules de stockage du silo sont équipées d'une sonde thermométrique par cellule avec 8 capteurs par sondes.						
La procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement est connue des employés du silo, action corrective en cas d'un delta de 5°C.						
Le site est équipé d'un système de surveillance informatisé spécifique silo dont la surveillance du grain stocké. Une vue synoptique permet de visualiser l'ensemble des équipements du silo et leurs états (température, ventilation niveau des cellules...)						
<b>Observations :</b> Les instruments de mesure doivent être étalonnés régulièrement pour vérifier la conformité aux exigences définies par les normes (capteur de température, capteur de température de référence, canaux de mesure pour les capteurs...)						
L' étalonnage soit traçable et valide (exactitude et l'incertitude de l'instrument).						
L'inspection demande à l'exploitant de formaliser une procédure de contrôle métrologique des instruments de mesure.						
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites						
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet						

**N° 9 : prévention des risques d'explosion et d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2009, article 2.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement des structures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois du silo. Il met en place à minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter toute amorce de fissuration ou toute corrosion. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant.
<b>Constats :</b> Un contrôle annuel et à chaque vidange des cellules est effectué.  De plus, 4 cellules par ans sont nettoyées par un prestataire spécialisé ("cordistes") cela permettant de faire une vérification plus précise de l'état intérieur des cellules).  Il est noté que la cellule 14 est sous surveillance renforcée en effet celle ci présente quelques traces de corrosion superficielle.
<b>Observations :</b> Les parois extérieures du silo présente des dégradations superficielles et de la mousse végétale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p> <p>Des procédures d'intervention en fonction des dangers et des moyens d'intervention disponibles sur le site sont rédigées et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <p>le plan des installations avec indication des phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître, des mesures de protection, des moyens de lutte contre l'incendie et des dispositifs destinés à faciliter l'intervention du SDIS,</p> <p>les stratégies d'intervention en cas de sinistre,</p> <p>la procédure d'intervention en cas d'autoéchauffement.</p> <p>Ce dernier alinéa, sur les plans et les procédures d'intervention, est à respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est équipé d'une bache souple de 120 m3 à disposition des pompiers. Sa présence est bien entretenue, identifiée et indiquée à l'entrée du site puis des panneaux sont disposés pour indiquer le chemin (le site n'étant pas éclairé la nuit, et la réserve étant éloignée peut passer inaperçue la nuit).</p> <p>Par contre, la réserve est située à proximité du sens-unique de circulation des véhicules de UCDV, coopérative de déshydratation voisine, sans protection avec de la végétation envahissante attenante à la bache.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet